

RENTES SÉANCES

Le Parlement turc

OPPOSITION A LA POLITIQUE CONFÉDÉRATION ALLEMANDE

(De notre correspondant particulier)

Turin, 30 octobre.

Les journaux reçoivent des détails intéressants sur la séance de rentrée de la Chambre ottomane, qui a eu lieu la semaine dernière.

L'attente fébrile l'avait précédée. On avait eu de tentatives de violences de la part des adversaires d'Enver et de Talaat bey, si bien le président Halil bey, prétextant une maladie, crut plus prudent de laisser à Heussein bey, vice-président, le soin de diriger la discussion.

Dès le début de la séance, le député Yozgat déposa une demande d'interpellation sur la situation, que le président refusa de mettre en débat, sous le prétexte que la Chambre avait été convoquée tout simplement pour discuter les projets à l'ordre du jour.

Un tumulte éclata. Yozgat protesta, réclamant le droit de parler.

Le président lui répliqua :

— Si cela ne vous plaît pas, sortez !

— Je suis ici par la volonté de mes électeurs, lui cria Yozgat ; je ne partirai que lorsqu'ils le voudront !

Des députés, debout, apostrophaient le président ; d'autres menaçaient l'interpellateur.

Le président finit par suspendre la séance ; mais la bataille continua dans les couloirs. Les députés arabes se montraient plus excités que leurs collègues : ils étaient venus à la Chambre avec l'intention de faire lire à la tribune une protestation au sujet de l'exécution d'un certain nombre de notables arabes, injustement poursuivis.

Il fallut renoncer à l'idée de reprendre la délibération.

Le soir même, le comité Union et Progrès, réuni en séance secrète, discutait sur l'opportunité de dissoudre la Chambre. On finit par la proroger seulement.

Une proposition, tendant à l'arrestation de Yozgat, ainsi que de cinquante autres membres de la Chambre, fut écartée, grâce à l'opposition énergique d'Halil bey.

Le même jour le Sénat faisait, de son côté, sa rentrée, sous la présidence de Rifaat pacha.

Ahmed Riza, l'ex-président de la Chambre, posa une série de questions au gouvernement : « Pourquoi, demandait-il, le gouvernement cache-t-il la situation de l'armée des Dardanelles, les revers militaires et l'épuisement financier ? Pourquoi le gouvernement a-t-il laissé se produire les massacres d'Arméniens et les persécutions contre les chrétiens ? Ne nous sommes-nous pas engagés dans une alliance, sans connaître les avantages que nous pourrions escompter en cas de succès ? Quels sont les bienfaits que nous avons retirés de cette guerre, qui nous coûte déjà la perte de quatre cent mille hommes ? »

Averti par téléphone, Talaat bey vint au Sénat, et après une scène violente avec Ahmed Riza, il ordonna que celui-ci fût arrêté. On l'appréhenda, en effet, après la séance. Le prince héritier Youssouf Izzedin obtint cependant qu'on le libérât au bout de vingt-quatre heures.

Riza et Yozgat sont soumis, à présent, à une surveillance spéciale. Le service de garde autour d'Enver et de Talaat a été renforcé.